

Récits géopolitiques pour le xxie siècle

Karoline Postel-Vinay

DANS **ÉTUDES** 2005/1 Tome 402 , PAGES 19 À 26

ÉDITIONS **S.E.R.**

ISSN 0014-1941

DOI 10.3917/etu.021.0019

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-etudes-2005-1-page-19?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour S.E.R..

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Récits géopolitiques pour le XXI^e siècle

KAROLINE POSTEL-VINAY

D E NOMBREUX parallèles ont été faits, notamment par le Président des Etats-Unis, entre le 11 septembre 2001 et le début de la Seconde Guerre mondiale. Dans son discours devant le Congrès, quelques jours après les attaques terroristes, George W. Bush avait dit : « Le 11 Septembre, les ennemis de la liberté ont commis un acte de guerre contre notre pays. Les Américains ont déjà connu des guerres, mais durant les cent trente-six dernières années, ces guerres ont toujours eu lieu sur un sol étranger, excepté un certain dimanche de 1941. » Depuis, le Président américain n'a eu de cesse de comparer le choc du 11 Septembre à celui de Pearl Harbor, puis la guerre contre l'Irak à celle contre le Japon militariste. Pour d'autres, la « guerre contre la terreur », comme on la nomme officiellement à la Maison Blanche, doit être comprise comme une nouvelle guerre froide. Robert Hutchings, qui dirige le *National Intelligence Council* — un *think tank* gouvernemental lié à la CIA —, affirme que la réponse au défi terroriste se trouve dans l'enseignement de George Kennan, le diplomate qui avait, le premier, imaginé la politique de *containment* à l'égard de l'Union Soviétique¹. Les références historiques varient (certains, dont, encore une fois,

1. Robert L. Hutchings, « X+9/11 », *Foreign Policy*, n° 143, juillet-août 2004.

George W. Bush, ont aussi mis en parallèle la « guerre contre la terreur » et la Première Guerre mondiale), mais chacun s'accorde au moins sur l'idée que, depuis le 11 septembre 2001, les Etats-Unis sont entrés en guerre, et que ce conflit se déroule à l'échelle du monde entier. Il y a là un consensus minimal, qui fédère tant les Républicains que les principaux acteurs Démocrates, tels John Kerry, Hillary Rodham Clinton ou Bill Clinton. Serait-ce donc là l'explication essentielle à l'évolution de la scène internationale depuis un peu plus de trois ans? Sommes-nous donc au début d'une guerre, froide ou chaude, qui englobera bientôt toute la planète?

La mise en scène de l'histoire

Il est difficile de donner une signification historique à des événements contemporains, quand bien même leur caractère dramatique, comme dans le cas du 11 Septembre, semble par ailleurs évident. La capacité à donner un sens à l'histoire en cours, à convaincre son entourage de la validité de sa propre interprétation des faits, relève d'un certain talent politique. Mais la faculté d'imposer ce sens au reste du monde, de rallier la majorité des pays à une interprétation donnée de tels événements, est affaire de puissance. Seul un acteur de poids peut à la fois formuler une vision du monde et en faire une grille de lecture incontournable des relations internationales. Lorsqu'en mars 1947 le président Harry Truman, à la demande de la Grande-Bretagne, décidait de contrecarrer l'influence communiste en Grèce et en Turquie, il faisait officiellement entrer l'Amérique dans le nouvel affrontement bipolaire. Plus précisément, il décrétait le début de la guerre froide, en lui donnant le statut de conflit planétaire. L'expression même de « guerre froide » est, dans une large mesure, une création américaine: imaginée d'abord par le romancier britannique George Orwell, elle a été reprise par le journaliste Walter Lippman qui l'a rendue populaire d'abord aux Etats-Unis, puis dans le reste du monde. Or, la guerre froide était autant une réalité qu'une représentation des faits internationaux. Des hommes politiques, des analystes et des experts américains, dont George Kennan, ont estimé, au lendemain de la Seconde Guerre, que l'URSS était devenue un danger pour les Etats-Unis, et en faisaient à la fois le nouvel

Ennemi de l'Amérique et celui du monde entier. Pour Kennan, l'enjeu de ce conflit naissant était nécessairement global parce que, en s'attaquant aux Etats-Unis, on s'en prenait en réalité à la valeur universelle que représentait cette « nation parmi les nations », cette « grande nation », selon les termes du diplomate. Les événements de la fin des années quarante prenaient une signification compréhensible par tous en faisant d'abord l'objet d'une évaluation stratégique (l'URSS et le communisme étaient une menace pour l'Amérique), puis en étant mis en scène dans un discours métaphorique — celui de la « guerre froide », un conflit planétaire où la Liberté, incarnée par la nation américaine, combattait le Totalitarisme.

La guerre froide aura donc été, entre autres, un grand récit géopolitique. Le fait que celui-ci se soit imposé comme vision dominante du monde et comme explication majeure de la situation internationale est lié à la puissance des Etats-Unis : non seulement leur force militaire, technologique et économique, mais également leur pouvoir d'influence — relayé, notamment, par les médias, les universités et les *think tanks* américains. L'intérêt d'un récit géopolitique est d'énoncer de manière claire, quasi visuelle, quelques arguments permettant de mobiliser au minimum la nation et, si possible, la majorité de la communauté internationale. C'est pourquoi il est un enjeu de pouvoir et de rivalité. Dès la Conférence de Bandung, en 1955, les pays issus de la décolonisation (ou sur le point de l'être), que l'on appellera plus tard le Tiers Monde, s'efforçaient de se distancier du récit géopolitique de la guerre froide. Progressivement, et en ordre dispersé, ces nations élaboraient un autre récit, où le monde était coupé non plus par une division Est-Ouest, mais par une fracture Nord-Sud. Cette lecture alternative des relations internationales eut un impact limité sur la constitution de l'agenda mondial. Au début des années soixante-dix, l'ONU s'est déclarée en faveur d'un nouvel ordre économique, abordant pour la première fois les inégalités de développement comme une véritable question de politique internationale. Mais, pour l'essentiel — et jusqu'en 1989 —, l'agenda mondial, celui que gère la politique par le haut (*high politics*, diraient les Anglo-Saxons), a été façonné par une compréhension du monde vu à travers le prisme de l'opposition Est-Ouest. La chute du mur de Berlin n'a pas donné une nouvelle légitimité au scénario de la division Nord-Sud, au

contraire. Non pas parce que la réalité à laquelle celui-ci renvoyait avait disparu — l'écart de développement entre pays riches et pauvres ne s'est pas réduit —, mais parce qu'un nouveau récit géopolitique était rapidement en train de s'imposer, celui de la mondialisation. Après 1989, il était soudainement admis qu'il n'existait plus de grande division bipolaire, entre Est et Ouest ou entre Nord et Sud, et que la scène internationale s'organisait dans une sorte de continuum planétaire. La pauvreté, par exemple, devait être combattue « globalement », dans les quartiers défavorisés des villes de l'Occident riche comme dans les pays les moins développés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Peut-on sérieusement comparer les causes et même les conditions (si l'on tient compte de l'accès potentiel à l'offre sanitaire, éducative, sociale) du dénuement d'une minorité de citoyens des pays riches à celles d'une majorité des populations des nations pauvres ? C'est pourtant une confusion courante, qui est faite également par les tenants de l'antimondialisme. En ce sens, ce mouvement, plus justement appelé altermondialisme, ne remet pas en cause l'idée fondamentale qui sous-tend le récit de la mondialisation. Il admet le principe de l'unité de la scène internationale, d'un continuum planétaire. Certes, l'alter-mondialisme dénonce des inégalités et des dysfonctionnements à l'intérieur de cet espace — d'où son programme alternatif pour gérer la mondialisation —, mais il n'annonce pas de grande fracture bipolaire, à l'échelle du globe, telle que le supposait le récit de la guerre froide ou celui de l'opposition Nord-Sud. L'après-11 Septembre semble, en revanche, se caractériser par un retour à ce type de récit.

Le retour du récit bipolaire

La commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre 2001 conclut dans son rapport public² que le nouvel ennemi des Etats-Unis est le terrorisme islamique. Cette définition de l'adversaire se prête bien à une représentation dichotomique de la scène internationale, un monde structuré par un conflit global où s'affrontent deux forces antagonistes. C'est une représentation que l'on retrouve dans la politique étrangère américaine tout au long du siècle passé. En 1917, Woodrow Wilson considérait que l'Amérique ne devait pas entrer en guerre dans l'état d'esprit de la France ou de la Grande-

2. *The 9/11 Commission Report*, Washington, juillet 2004. Traduit en français par les Ed. des Equateurs.

Bretagne, avec leurs préoccupations territoriales d'empires coloniaux, mais avec pour seul objectif de défendre un idéal de liberté face à la tyrannie germanique. Franklin Roosevelt, en 1942, se référait au devoir des Etats-Unis, en tant que patrie de la liberté, de s'opposer au fascisme. Harry Truman, en 1947, évoquait à nouveau la mission de l'Amérique, chargée par le destin de combattre sans relâche les ennemis de la liberté, représentés cette fois-ci par le totalitarisme. Le rapport de la commission du 11 Septembre reprend à son compte la trame de ce grand récit géopolitique du ^{xx}e siècle — la Liberté en lutte contre ses ennemis —, même si son ton n'a pas l'accent missionnaire, voire messianique, du discours de George Bush. Parmi ses recommandations pour vaincre le nouvel ennemi, le rapport propose, entre autres, des mesures de type idéologique: « Tout comme nous l'avions fait durant la guerre froide, nous devons défendre vigoureusement nos idéaux à l'étranger. L'Amérique se bat pour ses valeurs », peut-on y lire (p. 377). La référence au conflit Est-Ouest, qui revient plusieurs fois dans ce document produit par une commission bipartisane, démocrate et républicaine, montre combien la thèse d'une nouvelle guerre bipolaire est d'ores et déjà bien établie de l'autre côté de l'Atlantique. Si, d'un conflit à l'autre, l'ennemi a changé de configuration — un Etat territorial (URSS) dans le premier cas, une force transnationale (islam radical) dans le second —, la forme même de l'affrontement serait similaire. Dans un livre qui a fait beaucoup de bruit³, Richard Clarke, ancien conseiller de la Maison Blanche, considère que la guerre contre la terreur présente des parallèles manifestes avec la guerre froide: chacune serait essentiellement une opposition de deux idéologies à l'échelle globale, avec ses conflits locaux et ses réseaux d'agents secrets. Il est probable, par ailleurs, que la délimitation du camp adverse dans l'affrontement d'aujourd'hui, circonscrite pour le moment au terrorisme islamique, évolue avec le temps. L'avantage d'une expression métaphorique telle que « la guerre contre la terreur », tout comme la « guerre froide » qui n'a jamais été officiellement nommée « guerre contre le communisme », est de pouvoir prendre concrètement pour cible, sur le terrain, un ennemi dont la caractérisation est à géométrie variable. Par exemple, George W. Bush a déjà tiré parti de cette souplesse en mettant l'attaque contre l'Irak sur le compte de

3. Richard A. Clarke, *Against All Enemies*, New York, Free Press, 2004. Traduit en français par les Ed. Albin Michel.

« la guerre contre la terreur », visant un régime tyrannique et néfaste, mais non religieux et n'ayant aucun lien avec les attentats du 11 Septembre. C'est aussi au nom de cette raison supérieure, « la guerre contre la terreur », que John Kerry et Hillary Clinton ont voté pour l'offensive américaine en Irak. On voit, par ailleurs, comment la polarisation qu'implique le récit de « la guerre contre la terreur » peut faciliter le regroupement de mouvements éparpillés entre l'Afrique du Nord et l'Asie du Sud-Est, en passant par l'Asie centrale, dont les origines historiques sont parfaitement distinctes, mais qui se découvrent des intérêts stratégiques communs. De part et d'autre de la nouvelle division géopolitique, les identités se fortifient tels deux grands blocs, quitte à ouvrir la voie à tous les amalgames possibles. Le gouvernement américain a ainsi vu dans les événements de Breslan, en septembre 2004, un nouvel épisode de « la guerre contre la terreur », une interprétation que Vladimir Poutine s'est empressé de faire sienne, limitant toute possibilité de critique, voire d'investigation, de la façon dont Moscou avait géré la prise d'otages.

Le président du Pakistan, Pervez Musharraf, inquiet d'une éventuelle polarisation de la politique internationale et d'un ostracisme des musulmans à travers la planète, mettait en garde, le 22 septembre 2004, l'Assemblée générale de l'ONU : « Il faut agir avant qu'un rideau de fer ne tombe entre l'Occident et le monde islamique », disait-il. Une partie du monde adhère dès à présent au scénario de « la guerre contre la terreur ». Mais qu'en est-il du reste : de la vaste majorité de l'Afrique, de l'Asie et de l'Europe ? Si « la guerre contre la terreur » s'imposait véritablement comme la nouvelle grille de lecture de la politique internationale, il n'est pas sûr que les pays pauvres de la planète pourraient s'en dégager en réinventant un camp du non-alignement. Quand bien même ils parviendraient à se mobiliser, on peut penser que, comme à l'époque de la guerre froide, leur efficacité serait tout à fait relative. A l'automne 2001, le président de la Banque Mondiale, James Wolfensohn, disait que les événements du 11 Septembre avaient révélé une nouvelle fracture Nord-Sud. En d'autres termes, l'inflation du terrorisme s'expliquait d'abord par les importantes inégalités du développement économique global. Cette interprétation des faits, si elle est partagée par d'autres acteurs internationaux, n'a clairement pas un

rôle déterminant dans l'ordonnement de l'agenda mondial. Dès le 21 septembre 2001, George W. Bush déclarait que les auteurs des attaques terroristes étaient « les héritiers de toutes les idéologies meurtrières du xx^e siècle, [...] du fascisme, du nazisme et du totalitarisme ». Dans une telle perspective, les considérations socio-économiques passent nécessairement au second plan ; le danger étant idéologique, il doit d'abord, et inévitablement, être combattu par la force. Sans en reprendre l'argumentation exacte, plusieurs gouvernements européens ont, *grosso modo*, adopté ce point de vue. En mars 2004, Tony Blair expliquait encore que le 11 Septembre était « une déclaration de guerre par des religieux fanatiques prêts à mener cette guerre sans limite », et que l'Occident devait donc être prêt à agir militairement, comme en Irak, car l'apaisement ne fonctionnerait pas « face à cette menace globale ». La France, l'Allemagne et d'autres gouvernements européens n'ont pas pris cette position, on le sait, dans le contexte de la guerre en Irak, mais pas non plus sur un plan plus général. Ces pays ont reconnu l'ampleur exceptionnelle et inédite des attentats terroristes du 11 Septembre, mais ne les ont pas assimilés à une déclaration de guerre comparable à Pearl Harbor, et donc au premier acte d'un conflit planétaire. L'Union Européenne n'est pas officiellement entrée dans « la guerre contre la terreur ». Dans sa déclaration commémorative du 11 septembre 2002, l'UE évoque le « fléau du terrorisme » et sa détermination à participer à la « lutte » de la communauté internationale contre celui-ci. Or, si les termes sont manifestement différents — la « lutte contre le fléau du terrorisme » n'est pas « la guerre contre la terreur » —, c'est que les visions du monde ne sont pas les mêmes, du moins pour le moment.

Une alternative européenne ?

Jusqu'à présent, l'Union européenne a abordé le problème du terrorisme comme l'un des nombreux défis, à la fois transnationaux et planétaires, qui accompagnent la globalisation des échanges. Les gouvernements européens coopèrent, dans le cadre de la gouvernance mondiale, pour combattre le terrorisme, mais également d'autres formes de crime organisé : le trafic de drogue ou les réseaux d'immigration illégale. Cette approche, qui est la seule mise en avant par l'UE à ce jour,

s'accorde bien avec le récit géopolitique de la mondialisation, à la vision d'un monde global, supposant des actions négociées entre le plus grand nombre. Des termes tels que « globalisation » ou « gouvernance mondiale » sont quasi absents du discours officiel américain depuis le 11 Septembre ; de fait, le récit de « la guerre contre la terreur » relève d'un autre répertoire. Dans la mesure où la démarche européenne a une utilité pratique, elle n'a pas de raison d'être remise en cause. Mais elle pourrait être en quelque sorte masquée par un nouveau discours géopolitique, donnant au terrorisme international un statut particulier sur lequel se cristalliseraient les questions de sécurité. Un nouvel agenda politique et économique, surplombant, pourrait alors se mettre en place, comme c'est déjà le cas en Grande-Bretagne. A cet égard, au moment où chacun s'interroge sur le rôle international de l'Europe, celle-ci se trouve à une croisée des chemins. Elle peut continuer d'être le lieu de discours différents et divergents : l'un au niveau de l'Union — l'adhésion au récit de la mondialisation, par ailleurs en perte de vitesse —, les autres défendus par chaque entité nationale, plus ou moins en accord ou en désaccord avec la thèse de « la guerre contre la terreur ». Elle peut aussi favoriser une plus grande synergie entre les discours nationaux. Reste à savoir, dans ce cas, sur quoi se fonderait une vision du monde commune à l'Europe. Il n'est pas exclu que « la guerre contre la terreur » finisse par réunir les Européens, comme autrefois la « guerre froide » contribuait à souder l'Europe de l'Ouest. Il reste cependant possible, la maturité politique de l'Union aidant, que les Européens parviennent à valoriser tant soit peu leur propre expérience, celle de la coopération régionale, et, de là, à élaborer un autre récit géopolitique pour le XXI^e siècle.

KAROLINE POSTEL VINAY